



Séance Plénière des 20 et 21 mars 2025

Vœu commun

Groupe UDI

Groupe Modem, Radicaux et Apparentés

Groupe Majorité Régionale, Républicains et Indépendants,

LA DEFENSE DE L'EUROPE PASSE PAR L'EUROPE DE LA DEFENSE

La sécurité d'un peuple est la fondation sur laquelle repose sa prospérité, sa liberté et sa quiétude ; les pères fondateurs de l'Europe l'ont construite pour que nos pays y vivent en paix.

Il y a trois ans pourtant, un coup de boutoir a été porté à l'architecture de sécurité à l'origine de la plus longue période de paix sur le continent européen. Depuis trois ans, l'Ukraine résiste vaillamment à l'invasion russe. Le soutien des européens n'a pas failli depuis cette date et la Région Hauts-de-France avait d'ailleurs accueilli au sein de son Assemblée en novembre 2024, le gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk, Serhii LYSAK.

Mais ces dernières semaines, le conflit a pris de nouvelles proportions et le monde, l'Europe et la France connaissent de graves tensions. L'acharnement russe, les déclarations changeantes du Président américain et l'escalade de la violence diplomatique entraînent des menaces militaires et économiques directes pour nos sociétés.

Si les Etats Unis et l'Europe demeurent alliés, ce qui se joue actuellement ne doit pas être banalisé et constitue une opportunité pour l'Union européenne de concrétiser une vraie politique de sécurité et de défense commune pour peser sur la scène mondiale, préserver son indépendance stratégique, et répondre aux défis qui incombent aux puissances financière, militaire, civique et démocratique.

Le 6 mars dernier, les 27 Etats membres réunis en sommet extraordinaire ont donné leur feu vert au plan de Bruxelles pour muscler la défense commune de l'Europe. Une défense européenne qui se fondera notamment sur l'achat d'armement, sur une relocalisation massive de l'industrie de défense et sur la lutte contre les menaces hybrides (cyberattaques, désinformation etc.) qui fragilisent déjà nos démocraties et dont il est essentiel de se prémunir.

Cette ambition de créer un plan « RearmEU » nécessite la mobilisation de moyens financiers inédits. Près de 800 milliards d'euros dédiés ont été annoncés par Ursula VON DER LEYEN.

Divers scénarii sont à l'étude sur la constitution de cette enveloppe aujourd'hui, et la Région sera attentive à l'équation finale. En effet, depuis plusieurs années, les fonds européens de la politique de cohésion, dont les régions européennes sont les principales bénéficiaires, ont permis de faire émerger sur notre territoire des projets de réindustrialisation et d'innovation, ainsi que le soutien financier aux politiques très intégrées de l'Union Européenne telles la PAC ou la PCP, qui favorisent les souverainetés française et européenne, et donc notre autonomie stratégique et alimentaire, tout en ayant un vrai impact sur le quotidien de notre territoire et de nos concitoyens.

Ainsi, nous appelons les dirigeants de l'Union européenne et des pays qui la composent à prendre leurs responsabilités pour garantir l'unité de notre continent et œuvrer en faveur de la paix.

Egalement, nous formulons le vœu d'un équilibre entre cette politique de défense nécessaire et le financement des politiques de l'Union Européenne usuelles, à l'heure où les négociations sur le cadre financier pluriannuel commencent. Il est essentiel de ne pas fragiliser les Régions dans la poursuite de leurs transformations, qui sont dans l'intérêt de l'Europe.

Enfin, il est urgent que l'Union Européenne mette très vite en place sa politique de ressources propres, tant attendue, pour contribuer rapidement aux recettes permettant d'amortir au mieux toutes les futures dépenses et ainsi ne pas voir son budget fragilisé.



Daniel LECA
Président du Groupe UDI



Christophe COULON
Président du Groupe
MRRI



Anthony JOUVENEL
Président du Groupe
MoDem

VOEU ADOPTÉ